AMBASSADE D'HAITI EN REPUBLIQUE DOMINICAINE

SECTION DES AFFAIRES ECONOMIQUES & COMMERCIALES

Bulletin Economique & Commercial

Période couverte : 2 au 6 mars 2026

Santo Domingo, le 9 mars 2026

Rédigé par: *Djinah Thomas, Conseiller*

Sous la supervision de : *Pierre Karly Jean Jeune, Ministre Conseiller*

Période couverte : 02 au 06 mars 2026

Ce bulletin présente une vue d'ensemble des principales tendances économiques et commerciales en République Dominicaine, basée sur des sources fiables. Il vise à fournir des informations clés sur :

- Les données macroéconomiques;
- Les investissements étrangers;
- La croissance des secteurs clés;
- Les initiatives institutionnelles.

Des analyses et des commentaires sont également proposés pour éclairer la prise de décision et identifier les opportunités de coopération et les risques potentiels. Ce bulletin est un outil précieux pour les acteurs économiques et les responsables diplomatiques qui cherchent à comprendre l'économie dominicaine et à prendre des décisions éclairées.

Résumé 01- La République Dominicaine consolide sa position de leader régional dans le secteur du tourisme selon le président de Meliá Hotels International.

La République Dominicaine s'est imposée comme un leader du tourisme latino-américain, générant 3 250,4 millions de dollars en 2025 grâce à l'occupation hôtelière. Gabriel Escarrer Jaume, Président de Meliá Hotels International, attribue ce succès à l'hospitalité naturelle du pays, son climat, sa biodiversité, sa culture vibrante ainsi qu'à un environnement sûr pour les investisseurs et une solide collaboration public-privé.

Le pays combine croissance et durabilité dans son modèle touristique, en tenant compte du développement social des communautés et de la sécurité juridique et financière. Meliá Hotels International adapte son offre avec de nouvelles marques (comme ZEL Punta Cana et Rafa Nadal Tennis Center) pour attirer des touristes à plus forte valeur ajoutée, notamment dans le tourisme actif et golfique.

Dans cette optique de professionnalisation, l'École Gabriel Escarrer Juliá d'hôtellerie et de tourisme a été inaugurée, en partenariat avec l'INFOTEP, pour former environ 800 professionnels par an, ce qui aura un impact significatif sur la main-d'œuvre qualifiée.

Enfin, l'engagement environnemental est une priorité, avec des initiatives de décarbonation (centrales photovoltaïques), d'économie circulaire (gestion des déchets, optimisation énergétique et hydrique), de reboisement et de préservation des mangroves, confirmant la reconnaissance de Meliá comme l'une des entreprises hôtelières les plus durables au monde.

Résumé 02- Frank Elías Rainieri affirme que la Route de l'Ambre constituera une étape capitale pour Santiago.

Lors du Forum des affaires 2026, des leaders du tourisme, des zones franches et du système de retraite ont discuté des conditions essentielles à une croissance durable en République Dominicaine.

L'autoroute Amber a été citée comme un facteur de développement crucial pour Santiago. L'amélioration des infrastructures (routes, aéroports, énergie, services) et de la logistique est essentielle pour soutenir le tourisme, les exportations des zones franches et attirer les investissements.

Il est urgent de renforcer les instituts polytechniques et la formation spécialisée pour répondre à la demande croissante de techniciens industriels, spécialistes en qualité, logistique, TI et services internationaux qui sont des moteurs de la croissance des exportations.

Le tourisme, les zones franches et les fonds de pension sont interdépendants. Les zones franches ont besoin de dynamisme à l'exportation pour plus de routes aériennes, les fonds de pension fournissent le capital à long terme pour les infrastructures et le tourisme bénéficie d'une connectivité fiable et d'une marque pays forte.

Les fonds de pension peuvent financer des infrastructures et des actifs productifs à long terme, à condition que les projets soient bien structurés, avec une gouvernance solide et des flux mesurables. Cela permet aux économies des travailleurs de stimuler le développement sans compromettre la sécurité du système.

Les discussions ont souligné que le tourisme va au-delà des loisirs (incluant infrastructures et emploi), que les zones franches ne sont pas isolées (mais des tremplins vers l'emploi formel) et que les fonds de pension sont un moteur de développement national.

L'organisation de Santiago a été saluée pour son initiative visant à attirer les investissements, promouvoir le tourisme de santé, renforcer les liens industriels et développer des projets durables.

Résumé 03- Magín Díaz affirme qu'ils soumettront un projet de loi visant à supprimer les taxes obsolètes.

Le Ministre des Finances et de l'Économie, Magín Díaz, a présenté des plans pour moderniser la gestion fiscale et stimuler la croissance économique de la République Dominicaine.

Mesures fiscales et administratives :

- Envoi d'un projet de loi pour supprimer les taxes obsolètes et corriger les pénalités excessives, afin de faciliter la conformité fiscale ;
- Automatisation de tous les processus d'exonération fiscale, avec le lancement de 12 processus numériques en mai et rationalisation des exonérations de l'ITBIS via la facturation électronique ;
- Proposition d'un cadre institutionnel fiscal 2.0 incluant la redéfinition de la règle fiscale pour ne pas limiter les dépenses d'investissement, la création d'un Conseil fiscal autonome, la gestion des revenus des terres rares et le ciblage des subventions.

Croissance économique et investissement :

Le Ministre estime que la croissance peut être soutenue par l'augmentation des investissements publics (avec une allocation supplémentaire prévue au budget révisé) et la suppression des obstacles bureaucratiques à l'investissement privé.

Le gouvernement est déterminé à éliminer les freins à la croissance identifiés par les secteurs public et privé dans le cadre de l'initiative Meta RD 2036 ;

En 2025, la règle budgétaire a été respectée, avec une diminution des dépenses courantes et une augmentation des investissements.

L'adhésion à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) est perçue comme une intégration à un "club de bonnes pratiques".

La Présidente de l'AmchamDR, Francesca Rainieri, a réaffirmé le désir des États-Unis d'investir en République Dominicaine, la considérant comme une destination sûre et un partenaire fiable, témoignant de la confiance en son économie. Le Ministre a également mentionné la préparation de la Banque centrale et du gouvernement face aux chocs extérieurs.

Résumé 04- L'économie dominicaine a progressé de 3,5 % en janvier.

Les chiffres préliminaires de l'indicateur mensuel d'activité économique (IMAE) pour janvier sont principalement le résultat de la performance favorable de la valeur ajoutée réelle du secteur de la construction (7,6 %), de la production locale (3,4 %) et des activités du secteur des services dans son ensemble (3,5 %).

La Banque centrale a estimé hier que la croissance annuelle de 3,5 % enregistrée en janvier 2026 de l'économie dominicaine reflète le taux d'expansion de l'activité économique le plus élevé des dix derniers mois, après avoir enregistré une augmentation moyenne de 2,1 % en 2025.

Résumé 05- L'Amérique latine et les Caraïbes connaîtront une croissance de 2,1 % en 2026, malgré l'incertitude mondiale et les défis persistants, selon les projections de la BID.

L'Amérique latine et les Caraïbes devraient connaître une croissance de 2,1 % en 2026, montrant une résilience notable face à l'incertitude mondiale avec un chômage faible et une inflation maîtrisée, selon la BID. Malgré une amélioration de la confiance des investisseurs et la création d'emplois par le secteur privé, la région fait face à des défis persistants comme une dette publique élevée et une croissance insuffisante pour combler les écarts de revenus.

Pour stimuler une croissance durable et inclusive, la BID recommande des réformes structurelles ambitieuses, l'exploitation des vastes réserves de minéraux critiques (lithium, cuivre) pour les industries technologiques et

énergétiques, l'investissement dans la numérisation et l'intelligence artificielle pour améliorer le marché du travail et le renforcement des cadres budgétaires et monétaires.

Résumé 06- Quelle est la marque de restauration rapide la plus populaire en République Dominicaine ?

Le marché de la restauration rapide en République Dominicaine est dominé par les franchises internationales, bien que les préférences des consommateurs ne soient pas toujours alignées sur la présence physique des enseignes.

Présence et Préférences locales :

KFC a la plus grande présence physique avec plus de 40 établissements, mais McDonald's est le choix préféré des consommateurs dominicains (40% des sondés).

Starbucks, bien que mondialement très valorisé, est la chaîne la moins consommée par les jeunes dominicains (10% des préférences).

D'autres chaînes comme Domino's Pizza, Taco Bell, Wendy's et Pizza Hut ont une présence significative et une longue histoire dans le pays. Subway, en revanche, a une présence plus limitée sur le marché local malgré sa taille mondiale.

Classement Mondial des Marques (selon Brand Finance 2026) :

1. McDonald's : 42,6 milliards de dollars (plus de 36 000 restaurants mondiaux)
2. Starbucks : 37 milliards de dollars (plus de 29 000 points de vente mondiaux)
3. KFC : 16,5 milliards de dollars
4. Subway : 9,5 milliards de dollars (plus de 35 982 restaurants mondiaux)
5. Chick-fil-A : 8,1 milliards de dollars (pas encore en République Dominicaine mais présent à Porto Rico)
6. Tim Hortons : 7,5 milliards de dollars (non présent en République Dominicaine)
7. Domino's Pizza : 6 milliards de dollars
8. Taco Bell : 6,9 milliards de dollars
9. Wendy's : 5 milliards de dollars
10. Pizza Hut : (valeur non spécifiée, mais mentionnée comme la plus ancienne du classement)

Tendances Futures : Les projections mondiales pour la franchise en 2026 prévoient une croissance en termes de nombre de franchisés, d'emplois et de contribution au PIB. Dans le secteur de la restauration, les restaurants traditionnels pourraient surpasser les fast-foods en raison d'une préférence croissante pour des expériences plus personnalisées.

Résumé 07- Magín Díaz : La croissance de 5 % « a masqué les distorsions de l'économie dominicaine »

Il affirme que le modèle économique fondé sur l'accumulation de capital touche à sa fin.
Le Ministre des Finances et de l'Économie de la République Dominicaine, Magín Díaz, alerte sur le fait que le modèle de croissance économique du pays, basé sur l'accumulation de capital et de travail, atteint ses limites. Il estime que la croissance de 5 % observée pendant des décennies a masqué des distorsions économiques. Selon lui, le défi pour les prochaines années est de passer à une croissance plus intensive, tirée par l'augmentation de la productivité. Il cite l'économiste Paul Krugman, soulignant que la productivité est essentielle pour améliorer le niveau de vie à long terme.
Díaz se veut optimiste quant à la capacité du pays à réorienter les dépenses publiques vers des domaines plus prioritaires sans les réduire globalement. Il rassure sur la dette publique à court et moyen terme, grâce à des réserves internationales élevées et un système financier solide, bien qu'il reconnaisse une hausse des charges d'intérêts.
Pour 2026, le Ministre prévoit d'accélérer l'exécution des investissements publics et, si cela réussit, d'augmenter ces investissements de 0,5 à 1 point du PIB sans augmenter la dette, en utilisant des ressources déjà disponibles. Il insiste également sur un suivi rigoureux des projets financés par des ressources externes.
Le Ministre a montré que les dépenses d'investissement public ont diminué depuis 2012, tandis que les paiements d'intérêts et les dépenses d'éducation ont augmenté.
Enfin, il souligne l'opportunité de pérenniser le potentiel économique en augmentant l'investissement public et en levant les obstacles bureaucratiques à l'investissement privé. Des actions sont prévues, comme la suppression de taxes anachroniques et la simplification fiscale pour les contribuables, ainsi que l'automatisation des processus d'exonération fiscale.

Résumé 08- Les importations de blé en vrac en République Dominicaine ont grimpé en flèche de 94,5 % au début de 2026.

En janvier 2026, la République Dominicaine a enregistré une augmentation spectaculaire de 94,5 % des importations de blé en vrac, atteignant 20,14 millions de dollars, faisant de ce produit la matière première à la croissance la plus rapide malgré son faible pourcentage du total des importations. Les huiles végétales comestibles et le sucre brut ont également connu des hausses significatives de 79,4 % et 74,9 % respectivement. Parallèlement, les importations de pétrole brut et reconstitué ont augmenté de 48,3 %. Globalement, les importations de matières premières ont légèrement diminué de 5,1 %, s'établissant à 845,33 millions de dollars,

tandis que les importations de biens d'équipement ont augmenté de 22,1 % et celles de biens de consommation ont légèrement baissé de 2,2 %.

Résumé 09- Les chefs d'entreprise expriment leur inquiétude quant à l'impact du conflit au Moyen-Orient sur la République Dominicaine.

Le texte met en lumière la montée alarmante des prix du pétrole brut à la suite des récentes attaques contre l'Iran au Moyen-Orient. Le baril de pétrole texan, référence pour la République Dominicaine, a déjà connu une augmentation de plus de 8% en deux jours.

Cette flambée des prix est une source de grande inquiétude pour les chefs d'entreprise et les commerçants dominicains. Ils craignent un impact direct et lourd sur l'économie nationale.

Pour la République Dominicaine, chaque dollar d'augmentation du baril représente une dépense supplémentaire d'environ 6 millions de dollars par jour pour le pays, qui consomme 144 000 barils quotidiennement. Une hausse de 10 dollars pourrait coûter jusqu'à 700 millions de dollars.

Cette augmentation se traduira par une flambée des prix des carburants, du transport et, par conséquent, des produits de première nécessité, ce qui pèsera fortement sur le pouvoir d'achat des Dominicains.

La République Dominicaine est fortement dépendante des importations de pétrole, ce qui la rend particulièrement vulnérable aux perturbations de l'approvisionnement mondial, notamment si le détroit d'Ormuz (par où transite 20 % du pétrole mondial) est entravé.

Les dirigeants d'entreprise rappellent que le monde se remet tout juste des perturbations logistiques dues au conflit en Ukraine et que cette nouvelle crise pourrait entraîner des conséquences économiques similaires.

Face à cette situation, les commerçants prévoient de rencontrer le Ministre de l'Industrie et du Commerce pour analyser l'impact et chercher des stratégies d'atténuation. Les chefs d'entreprise appellent également à soutenir les efforts diplomatiques sous l'égide des Nations Unies et à préparer la nation à un scénario économique potentiellement très risqué.

Impact sur Haïti

Le conflit au Moyen-Orient pourrait avoir des répercussions indirectes sur Haïti, principalement en aggravant les défis économiques et humanitaires déjà existants dans le pays. Voici les impacts potentiels :

Pénurie de carburant et hausse des prix : Les menaces autour du détroit d'Ormuz, un point de passage maritime crucial pour le pétrole mondial, font craindre une perturbation de l'approvisionnement énergétique mondial. Pour Haïti, qui est un pays importateur, cela pourrait se traduire par des pénuries de carburant et une augmentation des prix, ce qui exacerberait une situation économique déjà fragile.

Crise humanitaire mondiale exacerbée : La perturbation des routes maritimes stratégiques et des chaînes d'approvisionnement mondiales due au conflit au Moyen-Orient peut entraîner une hausse des prix et des

difficultés pour acheminer l'aide humanitaire, ayant des conséquences bien au-delà du Moyen-Orient. Haïti, étant fortement dépendant de l'aide internationale et souffrant déjà d'une crise humanitaire sévère, pourrait voir l'arrivée de cette aide compliquée.

Détournement de l'attention internationale : La guerre au Moyen-Orient peut détourner l'attention et les ressources des crises dans d'autres régions du monde, y compris Haïti. Avec une crise humanitaire et sécuritaire majeure en cours à Haïti (caractérisée par la violence des gangs, le déplacement de millions de personnes et un effondrement économique), une réduction de l'attention internationale pourrait entraver les efforts de stabilisation et d'aide.

Il est important de noter qu'Haïti fait déjà face à une situation interne très difficile, marquée par l'instabilité politique, la violence des gangs, la corruption, et une dépendance alimentaire élevée. Ces facteurs rendent le pays particulièrement vulnérable aux chocs externes, y compris ceux qui résultent de conflits mondiaux comme celui du Moyen-Orient.

Résumé 10- Dans son sixième rapport de reddition de comptes, Abinader met l'accent sur l'emploi et la croissance économique.

Dans son sixième rapport de reddition de comptes, le Président Luis Abinader a mis en avant des résultats économiques positifs pour 2025, particulièrement axés sur la création d'emplois décents et la transformation productive du pays.

Les principaux points soulignés par le Président sont les suivants :

Création d'Emplois : En 2025, 133 915 nouveaux emplois ont été créés, portant le total des personnes employées à 5 139 951. Fait notable, 53 % de ces nouveaux emplois formels ont été occupés par des femmes ;

Réduction du Chômage et de l'Informel : Le taux de chômage a atteint son niveau le plus bas, à 5,0 %. Simultanément, le secteur informel a reculé pour s'établir à 54,2 %, la majorité des nouveaux emplois étant de nature formelle ;

Amélioration des Conditions de Travail : 74 000 travailleurs formels ont été intégrés au Système intégré d'enregistrement du travail et les cotisations à la sécurité sociale ont augmenté de 3,15 %. De plus, une hausse de 20 % du salaire minimum a été approuvée, bénéficiant à 1,4 million de travailleurs et permettant de couvrir le panier alimentaire de base pour les grandes entreprises ;

Stratégie de Croissance : Le gouvernement mise sur la création d'emplois formels et bien rémunérés via une transformation productive. Cette stratégie vise à exploiter de nouvelles opportunités telles que la relocalisation de proximité, le renforcement logistique, l'amélioration des zones franches, la modernisation de l'agro-industrie et un tourisme plus inclusif ;

Partenariat Public-Privé : Ces résultats sont attribués à une collaboration étroite avec le secteur privé, ainsi qu'à diverses initiatives gouvernementales comme les inspections, les salons de l'emploi et des programmes tels que RD-Trabaja.

En somme, le rapport d'Abinader met l'accent sur une économie en progrès, marquée par une croissance de l'emploi formel, une meilleure rémunération des travailleurs et une diversification des moteurs de production, le tout dans l'objectif d'améliorer la qualité de vie de la population dominicaine.

Résumé 11- Ils affirment que le discours d'Abinader pose des défis à l'économie nationale

La République Dominicaine vise à devenir une nation développée d'ici 2036, avec une économie doublée. Pour atteindre cet objectif ambitieux, l'économiste Jesús Geraldo Martínez estime qu'une croissance annuelle soutenue de 6 à 7 % est nécessaire, accompagnée d'une amélioration de la productivité et d'une formalisation accrue de l'emploi.

Cependant, le pays est confronté à plusieurs défis majeurs :

Faible croissance économique : En 2025, le PIB n'a progressé que de 2,1 %, un taux jugé bien en dessous des moyennes habituelles, ce qui rend difficile d'atteindre l'objectif de 2036.

Informalité du travail persistante : Plus de la moitié des travailleurs opèrent encore dans le secteur informel. Les experts et Copardom (Confédération des employeurs) soulignent la nécessité de réformes structurelles profondes, notamment une mise à jour du Code du travail, pour réduire cette informalité et créer un marché du travail plus juste et compétitif.

Contraintes budgétaires : La faible pression fiscale et la rigidité des dépenses publiques, principalement due à la dette, limitent la capacité du gouvernement à financer une transformation économique durable.

Pour surmonter ces obstacles et stimuler la productivité nationale, il est jugé essentiel de renforcer les micros, petites et moyennes entreprises (MPME) et de continuer à investir dans la formation technique et professionnelle, comme le fait l'INFOTEP. L'amélioration de la productivité, le développement du capital humain et l'accroissement de la valeur ajoutée sont vus comme les piliers pour faire face à l'informalité et à la pauvreté persistantes.